

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4653

[2008/204623]

12 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution dudit décret

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie);

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 3, §§ 3 et 5, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, l'article 3, § 9, les articles 6 à 9 et l'article 13, alinéa 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 octobre 2008;

Considérant qu'en vertu de l'article 3, § 9, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement wallon est habilité à adapter le décret en vue d'en assurer la conformité aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.495/2, donné le 1^{er} décembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE I^{er}. — Modifications du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Article 1^{er}. Dans l'article 3 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, ci-après dénommée l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001" sont remplacés par les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), ci-après dénommée l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008";

2° dans le § 5, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001" sont remplacés par les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008".

Art. 2. Dans l'article 13 du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Toutefois, il est admis que le cluster soit détenu par une entreprise ne répondant pas aux critères de définition visés aux articles 2 et 3 de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008, pour autant que celle-ci ne participe pas à plus de 50 % du capital du cluster et que les mesures nécessaires soient prises pour que le cluster conserve une autonomie réelle de gestion. »

*CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Art. 3. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 4°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises" sont remplacés par les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie); *J.O.U.E.*, L 214/3 du 9 août 2008";

2° dans le 5°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001" sont remplacés par les mots "l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008".

Art. 4. Dans l'article 1^{er}*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "au Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises (*J.O.C.E.* L 10 du 13 janvier 2001, p. 33), sont remplacés par les mots "au Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie); *J.O.U.E.*, L 214/3 du 9 août 2008";

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 3^o, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les mots "au sens des points 9 à 12 des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté" sont remplacés par les mots "au sens de l'article 1^{er}, point 7., du Règlement (CE) n^o 800/2008";

2^o un 4^o rédigé comme suit est ajouté : "4^o ne pas faire l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché commun".

Art. 6. A l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 6 décembre 2007, la phrase "L'administration, sur base d'un dossier simplifié, dont le modèle est déterminé par le Ministre, notifie à l'entreprise un accusé de réception confirmant que le programme d'investissements, sous réserve de vérifications plus détaillées, remplit les conditions édictées par ou en vertu du décret avant le début des travaux, à savoir, soit le début des travaux de constructions, soit le premier engagement ferme de commander des équipements, à l'exclusion des études de faisabilité préliminaires" est remplacée par la phrase "L'administration accuse réception de celle-ci dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date de réception de la demande".

Art. 7. Dans le même arrêté, est inséré un article 15^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 15^{ter}. La prime à l'investissement n'est pas liquidée si l'entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché commun. »

Art. 8. L'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et du 6 décembre 2007, est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o qui respecte la condition visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o. »

Art. 9. L'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, est complété comme suit :

« 5^o respecte les conditions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o. »

Art. 10. L'article 31 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La prime à la qualité n'est pas liquidée si l'entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché commun. »

Art. 11. Dans l'article 34 du même arrêté, le 3^o, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 3^o qui respecte les conditions visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o. »

Art. 12. L'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La prime aux services de conseil n'est pas liquidée si l'entreprise fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides qu'elle a perçues illégales et incompatibles avec le marché commun. »

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2008.

Art. 14. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4653

[2008/204623]

12. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung dieses Dekrets

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung)

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 abgeänderten Artikels 3, § 3 und § 5, des Artikels 3 § 9 der Artikel 6 bis 9, und des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 abgeänderten Artikels 13 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Aufgrund des am 10. Oktober 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Oktober 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung kraft Artikel 3 § 9 des vorgenannten Dekrets vom 11. März 2004 dazu ermächtigt ist, das Dekret anzupassen, um dessen Übereinstimmung mit den kraft der in Artikel 87 bis 89 des EG-Vertrags vorgesehenen Bestimmungen verabschiedeten gemeinschaftlichen Regeln zu sichern;

Aufgrund des am 1. Dezember 2008 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45.495/2;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004
über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Artikel 1 - Art. 3 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird folgendermaßen abgeändert:

1^o In § 3 abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, wird der Wortlaut "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an Klein- und Mittelunternehmen; nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 bezeichnet" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung); nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 bezeichnet".

2^o In § 5, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, wird der Wortlaut "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 13 desselben Dekrets in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 abgeänderten Fassung, wird der Absatz 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Es wird jedoch angenommen, dass der Cluster im Besitz eines Betriebs ist, der nicht den Definitionskriterien nach Artikel 2 und 3 des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 genügt, unter der Voraussetzung, dass dieser Betrieb nicht für mehr als 50% des Kapitals am Cluster beteiligt ist, und dass die notwendigen Maßnahmen ergriffen werden, damit der Cluster eine tatsächliche Verwaltungsautonomie behält.»

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004
zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Art. 3 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird folgendermaßen abgeändert:

1^o In der Nummer 4^o, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008, wird der Wortlaut "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an Klein- und Mittelunternehmen" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung) (*Amtsblatt der E.U.*, L 214/3 vom 9. August 2008)";

2^o In der Nummer 5^o, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008, wird der Wortlaut "des Anhangs I zur vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 1*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o In Absatz 1 wird der Wortlaut "der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen (*Amtsblatt der E.G.*, L 10, vom 13. Januar 2001, S. 33" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "der Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung); *Amtsblatt der E.U.*, L 214/3, vom 9. August 2008".

2^o Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 5 - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o in der Nummer 3^o, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 wird der Wortlaut "im Sinne der Nummern 9 bis 12 der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten durch "im Sinne von Artikel 1, Nummer 7., der Verordnung (EG) Nr. 800/2008" ersetzt;

2^o eine Nummer 4^o mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "4^o nicht Gegenstand einer Rückforderungsanordnung infolge einer Entscheidung der Europäischen Kommission sein, in der festgestellt wird, dass die von ihm erhaltenen Beihilfen gesetzwidrig und mit dem gemeinsamen Markt unvereinbar sind."

Art. 6 - In Artikel 11 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 6. Dezember 2007, wird der Satz "Auf der Grundlage einer vereinfachten Akte, deren Muster vom Minister festgelegt wird, stellt die Verwaltung dem Betrieb eine Empfangsbestätigung zu, in der bestätigt wird, dass das Investitionsprogramm unter Vorbehalt genauerer Prüfungen die im oder kraft des Dekrets festgelegten Bedingungen vor dem Beginn der Arbeiten, d.h. entweder vor der Aufnahme der Bauarbeiten, oder vor der ersten verbindlichen Verpflichtung zur Bestellung von Anlagen, wobei Durchführbarkeitsstudien ausgeschlossen sind, erfüllt. » durch folgenden Satz ersetzt: "Innerhalb fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen worden; dieses Datum entspricht dem Tag des Eingangs des Antrags".

Art. 7 - In denselben Erlass wird ein Artikel 15*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 15*ter* - Die Investitionsprämie wird nicht ausgezahlt, wenn der Betrieb Gegenstand einer Rückforderungsanordnung infolge einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, in der festgestellt wird, dass die von ihm erhaltenen Beihilfen gesetzwidrig und mit dem gemeinsamen Markt unvereinbar sind.»

Art. 8 - Artikel 20 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und 6. Dezember 2007, wird durch eine wie folgt verfasste Nummer 5^o ergänzt:

«5^o der der Bedingung nach Artikel 5 Absatz 1 3^o genügt.»

Art. 9 - Artikel 27 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, wird wie folgt ergänzt:

«5° der den Bedingungen nach Artikel 5 Absatz 1 3° und 4° genügt.»

Art. 10 - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Qualitätsprämie wird nicht ausgezahlt, wenn der Betrieb Gegenstand einer Rückforderungsanordnung infolge einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, in der festgestellt wird, dass die von ihm erhaltenen Beihilfen gesetzwidrig und mit dem gemeinsamen Markt unvereinbar sind.»

Art. 11 - In Artikel 34 desselben Erlasses wird die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 außer Kraft gesetzte Nummer 3° wie folgt wiederhergestellt:

«3° der den Bedingungen nach Artikel 5 Absatz 1 3° und 4° genügt.»

Art. 12 - Artikel 38 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, wird durch einen wie folgt verfassten Absatz ergänzt:

«Die Prämie für Beratungsdienste wird nicht ausgezahlt, wenn der Betrieb Gegenstand einer Rückforderungsanordnung infolge einer Entscheidung der Europäischen Kommission ist, in der festgestellt wird, dass die von ihm erhaltenen Beihilfen gesetzwidrig und mit dem gemeinsamen Markt unvereinbar sind.»

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2008 in Kraft.

Art. 14 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4653

[2008/204623]

12 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, alsook van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van dat decreet

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening);

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 3, §§ 3 en 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, artikel 3, § 9, de artikelen 6 tot 9 en artikel 13, derde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 oktober 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 oktober 2008;

Overwegende dat de Waalse Regering krachtens artikel 3, § 9, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 het decreet kan aanpassen om ervoor te zorgen dat het in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 87 tot 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 45.495/2 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004
betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Artikel 1. Artikel 3 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 3 gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, worden de woorden "bijlage I van de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen, hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 genoemd" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 genoemd";

2° in § 5, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008".

Art. 2. In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Evenwel is het voor een cluster toegelaten dat hij in het bezit is van een onderneming die niet aan de definitiecriteria voldoet bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 voor zover deze niet bijdraagt in meer dan 50 % van het kapitaal van de cluster en dat de noodzakelijke maatregelen worden getroffen waardoor de cluster een werkelijke beheersautonomie kan bewaren. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 3. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 4° gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening); *Publicatieblad van de EU*, L 214/3 van 9 augustus 2008";

2° in punt 5°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001" vervangen door de woorden "bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van 6 augustus 2008".

Art. 4. In artikel 1*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende aanwijzingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen (*Publicatieblad van de EU* L 10 van 13 januari 2001, blz. 33)" vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening); *Publicatieblad van de EU*, L 214/3 van 9 augustus 2008".

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 3°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de woorden "in de zin van de punten 9 tot 12 van de gemeenschappelijke richtsnoeren inzake reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden" vervangen door de woorden "in de zin van artikel 1, punt 7., van Verordening (EG) nr. 800/2008";

2° een punt 4° wordt toegevoegd, luidend als volgt : "4° niet het voorwerp uitmaken van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard."

Art. 6. In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 6 december 2007, wordt de zin "Op basis van een vereenvoudigd dossier waarvan het model door de Minister wordt bepaald, bezorgt het Bestuur de onderneming een ontvangstbewijs, waaruit blijkt dat het investeringsprogramma onder voorbehoud van uitvoerigere verificaties de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden vervult vóór het begin van de werken, te weten, ofwel het begin van de bouwwerken, ofwel de eerste vaste verbintenis om uitrustingen te bestellen, met uitzondering van de voorafgaande haalbaarheidsstudies" vervangen door de zin "De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan en stelt de datum vast van inoverwegingname van het investeringsprogramma dat overeenstemt met de datum van ontvangst van de aanvraag".

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 15*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15*ter*. De investeringspremie wordt niet uitbetaald als de onderneming het voorwerp uitmaakt van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard. »

Art. 8. Artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2006 en 6 december 2007, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° die aan de voorwaarde bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, voldoet. »

Art. 9. Artikel 27, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt aangevuld als volgt :

« 5° die aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3° en 4°, voldoet. »

Art. 10. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De kwaliteitsbewakingspremie wordt niet uitbetaald als de onderneming het voorwerp uitmaakt van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard. »

Art. 11. In artikel 34 van hetzelfde besluit, wordt punt 3°, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, hersteld in de volgende lezing :

« 3° die aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3° en 4°, voldoet; ».

Art. 12. Artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De premie voor adviesverlening wordt niet uitbetaald als de onderneming het voorwerp uitmaakt van een bevel tot recuperatie na een beslissing van de Europese Commissie waarin steun die zij ontvangen heeft met de gemeenschappelijke markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard. »

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2008.

Art. 14. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT